

Un second souffle pour la France

Un budget de vérité pour 2027-2032,
et le pays qu'il rend possible

Olivier Lehé



EXTRAIT

Les premières pages de l'ouvrage

Préface · Un mot aux candidats

Vous qui songez à demander aux Français leur confiance, lisez ceci avant tout le reste.

La situation est extrêmement grave. Non par figure de style : par arithmétique. La France dépense cinquante-sept euros sur cent de ce qu'elle produit, en emprunte cinq de plus chaque année qu'elle ne reçoit, et doit désormais plus de trois mille cinq cents milliards. La charge des seuls intérêts rejoint le budget de nos armées. Nos créanciers, que nul n'a élus, sont devenus nos arbitres. Et le pays qui doit affronter cela n'a, au moment où ces lignes s'écrivent, ni majorité pour décider, ni patience pour attendre.

Il faut nommer le danger. Une dette qu'on ne maîtrise plus ne se solde jamais dans le calme : elle se règle un jour dans la brutalité — un ajustement violent que personne n'a voté, imposé du dehors, qui frappe les plus faibles les premiers. Et une nation qu'on serre sans lui dire la vérité, sans partager l'effort du sommet à la base, ne se résigne pas : elle se soulève. Nous le savons mieux que quiconque. Notre première Révolution n'est pas née d'une idée seule ; elle est née d'un déficit. En 1789, c'est une monarchie en faillite qui convoqua, faute de mieux, les États généraux — et qui n'y survécut pas. En France, une impasse budgétaire a déjà emporté un régime.

Il est une autre mémoire, plus sombre encore. En 1940, la France ne s'est pas seulement effondrée sous les chars ; elle s'était effondrée avant, en dedans. Marc Bloch, qui la vit tomber et le paya de sa vie, l'a

nommée l'étrange défaite : la faillite d'élites qui avaient cessé de penser, de regarder le réel, de voir venir. Nul n'envahit la France aujourd'hui. L'ennemi est plus intime : c'est notre propre habitude de ne pas voir, de repousser, de promettre sans payer. C'est le renoncement érigé en méthode de gouvernement.

Voici alors ce que ce livre attend de vous. Non des slogans, mais le courage de dire la vérité *avant* le vote, et de tenir *après*. Non l'illusion d'un redressement indolore, mais des choix radicaux, assumés, partagés — l'exemple donné par ceux qui gouvernent avant l'effort demandé au pays. Car la gravité n'est pas une fatalité : c'est une bifurcation. Le même chiffre qui décrit l'abîme décrit aussi la sortie — l'équilibre en 2032, une armée forte qui crée de l'emploi français, une industrie qui renaît, un second souffle d'ici 2037. Rien de tout cela n'est hors de portée. Tout l'est si l'on refuse de voir.

Mais que l'on ne s'y trompe pas : cet ouvrage n'est pas réservé à celles et ceux qui aspirent à gouverner. Il est aussi, et peut-être d'abord, pour vous — citoyennes et citoyens qui, dans l'isolement, choisissiez ceux qui décideront. Car en démocratie, gouverner commence par choisir ses gouvernants, et bien choisir suppose de comprendre. C'est un ouvrage de pédagogie, qui explique, faits à l'appui, une situation à la fois factuelle et fracassante. Il s'adresse à toutes celles et tous ceux qui veulent écouter, comprendre et agir — car la France ne se redressera pas par ses seules élites, mais par un peuple lucide, assez éclairé pour exiger d'elles la vérité et le courage, et assez fort pour les choisir tels. Une nation obtient les dirigeants que sa clairvoyance mérite.

Alors posons la question, nue, celle qui traverse tout cet essai : nous allons vers un cataclysme — aurons-nous, ensemble, la force d'en sortir ? La réponse n'appartient ni aux marchés ni aux créanciers : elle est à un peuple qui déciderait de regarder le réel en face, et de vouloir.

Le pire n'est pas certain. Il ne l'est que pour ceux qui détournent le regard. Ce livre est écrit pour que nul, désormais, ne puisse dire qu'il ne savait pas.

Introduction · Le déclassement et la fenêtre

Regardez la France, en cette année 2026.

De loin, elle est encore belle. Ses clochers, ses vignes, ses trains lancés à grande vitesse ; ses terrasses pleines quand tombe le soir. Un pays qui a tout — l'histoire, la beauté, le génie. De près, pourtant, quelque chose s'est fêlé. Un doute, dans le regard des gens. Une lassitude. Et cette peur sourde qu'on n'ose pas dire : que le meilleur soit derrière nous.

Cet ouvrage part de cette fêlure. Il ne la contourne pas ; il y pose la main, doucement, comme on touche une blessure pour savoir si elle peut guérir.

Le présent livre commence dans la gravité, mais il refuse le désespoir. La France va mal, plus mal qu'on ne l'admet ; et pourtant l'heure n'est pas au renoncement, car rarement une nation en difficulté s'est trouvée devant une fenêtre aussi favorable pour se redresser. Tout l'ouvrage tient dans cette tension : regarder la chute en face, et y voir non une fatalité, mais l'appel d'un sursaut. Encore faut-il, pour saisir la chance, mesurer d'abord l'ampleur du mal.

Le premier souffle

Le titre de cet essai appelle une explication, et cette explication est une histoire — l'une des plus belles que la France se soit racontées au XX^e siècle.

En juin 1940, la France est au bord du gouffre. L'armée est défaite, le gouvernement s'effondre, et le maréchal Pétain, à Bordeaux, s'apprête à demander l'armistice puis à installer, à Vichy, un « État français » qui choisira la collaboration et le renoncement. Tout semble fini. C'est alors qu'un homme seul, un général presque inconnu, refuse. Depuis Londres, le 18 juin, il lance un appel : la France a perdu une bataille, elle n'a pas perdu la guerre. Ce refus n'est d'abord qu'un souffle — une voix ténue contre l'évidence de la défaite. Mais ce souffle, porté par la

France libre et par la Résistance, va maintenir la France, moralement puis militairement, hors du gouffre de l'État pétainiste ; il la fera figurer, contre toute vraisemblance, dans le camp des vainqueurs ; et de lui, à travers les tempêtes, jusqu'en 1962, naîtra la Ve République — une France qui, de nouveau, tient debout. Ce fut le premier souffle.

Ce souffle ne fut pas seulement celui d'un général ; il fut porté, dans l'ombre et au péril de leur vie, par des milliers d'hommes et de femmes dont l'Histoire n'a pas retenu les noms. Parmi eux, mon grand-père, Jean Victor Guignard. Officier aviateur, saint-cyrien, il devint agent de renseignement de la Résistance : l'agent n° 711 du réseau Samson, groupe Danube — une organisation clandestine créée à Londres par des officiers de l'air de la France libre et dépendant du Bureau central de renseignement et d'action. Sa tâche, dans le Sud-Ouest occupé : repérer les aérodromes et les dépôts allemands, préparer les terrains pour les Alliés, transmettre à Londres les coordonnées de l'ennemi. Un travail patient, technique, mortel. Le 20 juillet 1944 — le jour même de l'attentat manqué contre Hitler —, la Gestapo l'arrête. Il est interné au Fort du Hâ, à Bordeaux, ce haut lieu de la répression d'où tant ne revinrent pas ; il n'en sortira que le 23 août, quatre jours avant la libération de la ville. De ces trente-quatre jours dans les caves du fort, il n'a presque rien dit : son rapport de 1945 se borne à noter, « interné par la Gestapo au Fort du Hâ, sorti le 23 août 1944 » — la concision d'un homme qui sait que certaines choses ne se racontent pas. Il fut fait Commandeur de la Légion d'honneur. Le premier souffle, il l'a servi de sa chair.

C'est ce souffle-là que le présent ouvrage invoque. Le péril n'est plus le même — nul occupant aux portes, nulle Gestapo. Mais la nécessité est de même nature : refuser le déclin, maintenir la France debout, transmettre à nos enfants une nation qui respire encore. Là où mon grand-père a servi le premier souffle, sa descendance appelle le second. Non par nostalgie, mais par fidélité — car une nation ne meurt que le jour où elle cesse de vouloir respirer..

Lehe, ou les pages des livres

Il est une autre lignée dans mon sang, et elle donne à ce livre son sens le plus intime. Mon aïeule, Maria Lehe, était estonienne — d'une famille catholique de Tallinn, sur les bords de la Baltique. Au début du XX^e siècle, fuyant les violences qui ravagèrent l'Estonie sous l'Empire russe, elle prit le chemin de l'exil : Tallinn, Hambourg, puis l'Alsace. La famille fut naturalisée française en 1911. Et c'est ce jour-là que notre nom changea. « Lehe », dans sa forme estonienne, ne porte pas d'accent — le e final est muet. L'administration française, pour le rendre prononçable, y ajouta l'accent aigu : « Lehé ». Nous sommes entrés dans ce pays par un accent — une cicatrice de naturalisation que nous portons encore.

Or ce nom, Lehe, a dans la langue estonienne une signification que je n'ai comprise que tard, et qui m'a bouleversé : il veut dire *la page d'un livre*. On le retrouve partout en Estonie — un quartier de Tallinn, des rivières, des villages le portent encore. Songez à ce que cela recèle. Une famille chassée de la Baltique, entrée en France par un accent, dont les hommes bâtirent ensuite en Alsace de petites églises et de petites synagogues — et qui, sous l'Occupation, furent suspectés pour cela même —, une famille dont le nom, dans la langue perdue, veut dire la page d'un livre. Comme si notre destin, inscrit dès l'origine dans nos syllabes, était de remplir des pages.

C'est pourquoi cet ouvrage porte, pour moi, plus qu'un propos budgétaire. Il est une page de plus dans une longue histoire : celle d'une famille venue du froid balte, qui a servi la France dans la Résistance et dans l'ingénierie, et dont le nom même appelle à écrire. Mon père, Jean-Robert Lehé, ingénieur, a écrit la sienne — il fit battre le cœur d'une fusée européenne. À mon tour d'écrire celle-ci, pour la France. Voilà le sens profond de ce *second souffle* : non pas seulement redresser des comptes, mais reprendre la plume d'une lignée — et d'une nation — qui refusent de cesser d'écrire leur histoire. La page tourne ; il nous appartient d'écrire la suivante.

Un déclassement accéléré

Le déclassement de la France n'est pas une impression : c'est une trajectoire. Amorcé à la fin du XX^e siècle, il s'est accéléré au fil des deux dernières décennies jusqu'à devenir, aujourd'hui, préoccupant à un degré rarement atteint en temps de paix. Son industrie, qui pesait près du quart de la richesse nationale dans les années 1970, n'en représente plus qu'une dizaine de pour cent ; ses usines ont fermé, ses savoir-faire ont fui, sa balance commerciale s'est creusée. Ses comptes publics dérivent : un déficit installé, une dette qui a franchi les trois mille cinq cents milliards, une charge d'intérêts qui menace de tout engloutir. Ses fonctions régaliennes — la justice, la sécurité, l'école — se sont affaïssées, minées par le manque de moyens et l'accumulation des renoncements. Et sa parole, dans le concert des nations, porte moins qu'hier. Ce tableau est sévère ; il est exact. Mais le déclin n'est jamais un destin : il est le produit de choix, et ce que des choix ont défait, d'autres choix peuvent le refaire. C'est le pari de cet ouvrage.

Le moment de 1935

Fermez les yeux un instant et écoutez le monde. De la Baltique à la mer de Chine, un même bruit monte, sourd et continu : celui des usines qui se rallument. Dans les chantiers navals coréens on assemble des destroyers ; dans les plaines de Pologne on coule du béton pour des casernes ; en Allemagne, des chaînes qui produisaient des berlines se reconvertissent aux blindés ; en Ukraine, des ateliers improvisés font éclore des drones par milliers. Ce grondement, notre génération ne l'avait jamais entendu. Nos parents l'ignoraient ; nos grands-parents, eux, le reconnaîtraient — c'est le bruit des années 1930, quand le monde, sortant de sa torpeur, se réarmait avant l'orage.

Car voici la fenêtre — et elle est extraordinaire. Le monde entier se réarme, à une vitesse et à une échelle que l'on n'avait plus vues depuis les années qui précédèrent les grandes guerres. En 2025, l'humanité a consacré à ses armées 2 887 milliards de dollars : un record absolu, la onzième année consécutive de hausse, 2,5 % de la richesse mondiale.

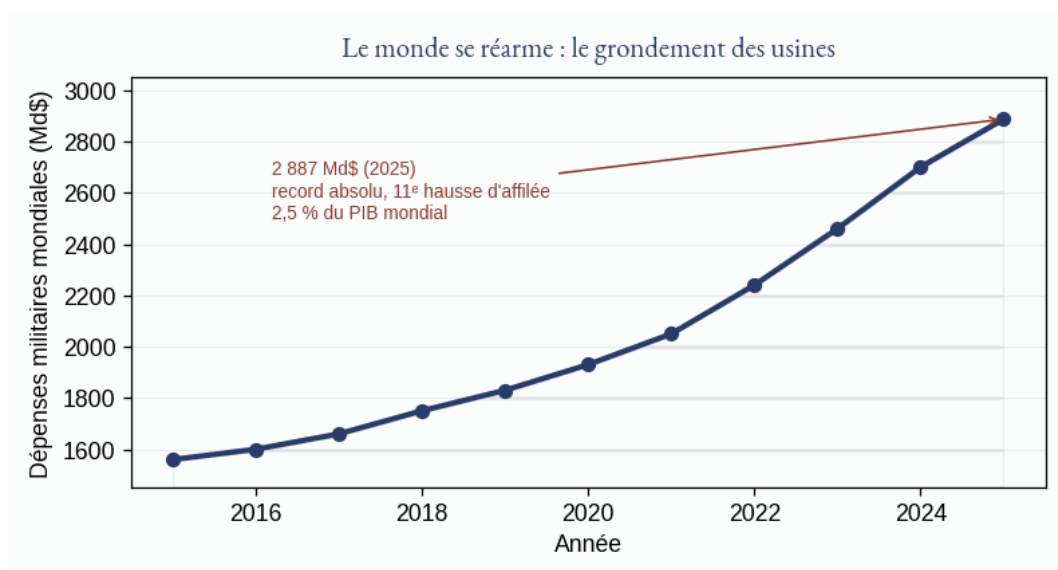


Figure 1: Le monde se réarme: les dépenses militaires mondiales atteignent un record en 2025 (SIPRI; d'après « La multiguerre des mondes »).

L'Europe a bondi de 14 % en un an, à 864 milliards — sa plus forte progression depuis 1953; l'Allemagne, longtemps pacifiste par mémoire, de près d'un quart; l'OTAN s'est fixé la cible de 5 % du PIB; le Japon connaît son réarmement le plus rapide depuis 1945, et l'Ukraine consacre à sa survie 40 % de toute sa richesse. Partout, le même grondement sourd: celui des usines qui se rallument. Nous vivons un moment analogue à 1935 — cet instant où, après des années de somnolence, l'industrie militaire se réactive sur toute la planète. Et un tel moment, pour une nation qui possède encore, elle, une industrie de défense complète, n'est pas seulement une menace: c'est une chance. La demande mondiale d'armement, d'énergie, de souveraineté est là; la France peut la capter, réindustrialiser en réarmant, transformer l'effort de défense en moteur de son redressement. Ces dynamiques, le présent livre les décrit; deux ouvrages de la même collection les analysent en détail — *La multiguerre des mondes* et *Quand les empires se lèvent* — auxquels le lecteur curieux pourra se reporter.

La convergence des empires

Ce qui rend ce moment si dangereux, et donc si décisif, c'est la simultanéité. Plusieurs grandes puissances impériales se réveillent en même temps, animées par un même récit de grandeur perdue à reconquérir — une convergence de tensions à l'échelle du monde comme il n'en avait plus existé depuis les années précédant 1914. La Chine avance sans crier, présence économique maximale et pression militaire croissante autour de Taïwan. La Russie, révisionniste assumée, mène en Ukraine une guerre de haute intensité et harcèle l'Europe par mille manœuvres hybrides — plus de cent dix opérations recensées en un semestre, quatre mille cyberattaques contre la seule France en une année. La Turquie d'Erdoğan ressuscite une ambition néo-ottomane, portée par une industrie de drones exportée dans une trentaine de pays. L'Iran, meurtri mais irréductible, tient son « axe de la résistance » de la Méditerranée au Golfe. Quant à l'Amérique, la plus puissante de toutes, elle doute de sa mission et devient un allié imprévisible, révisant l'ordre dont elle fut l'architecte. Pris un à un, chacun de ces réveils serait gérable ; c'est leur coïncidence qui change tout.

La nécessité de la souveraineté

De ce monde-là découle une leçon impérieuse : la souveraineté n'est plus un luxe, c'est une condition de survie. Dans un ordre où les puissances s'arment et où les alliances vacillent, dépendre d'autrui pour son énergie, sa défense, ses médicaments ou ses technologies, c'est s'exposer au chantage et à l'abandon. L'Europe, on l'a écrit ailleurs, hésite entre le rôle d'acteur et celui d'enjeu — et elle détient seule la réponse. La France, en son sein, a une carte maîtresse : une dissuasion autonome, un parc nucléaire, une industrie de défense complète, une agriculture puissante. Il lui faut en faire le socle d'une reconquête : produire chez soi ce dont on ne peut dépendre des autres. C'est le fil rouge de tout cet essai, du réarmement à la réindustrialisation, de l'énergie à la fiscalité sur la nationalité.

Défendre notre modèle démocratique

Il ne s'agit pas seulement de puissance ; il s'agit de ce que nous sommes. Notre modèle — la démocratie, l'État de droit, les libertés — est aujourd'hui contesté, frontalement, par des régimes qui incarnent une autre voie : la Chine du parti unique, la Russie autoritaire, la Turquie qui muselle, l'Iran théocratique. Ces puissances ne se contentent pas de s'armer : elles proposent au monde un autre modèle que le nôtre, et parfois le combattent chez nous, par l'information et la subversion. Défendre notre démocratie, ce n'est donc pas seulement la célébrer : c'est la rendre assez forte, assez souveraine, assez prospère pour demeurer libre. Cela vaut aussi à l'égard d'un allié devenu incertain : ne dépendre d'aucune puissance, fût-elle amie, est la condition pour rester maître de son destin. Et cela commande, chez nous d'abord, de raffermir un modèle démocratique que nul ne saurait croire parfait — la France elle-même a du chemin à faire — mais qui demeure le plus digne de l'homme. Une France faible ne défend rien ; une France redressée peut défendre son modèle, et peser pour lui.

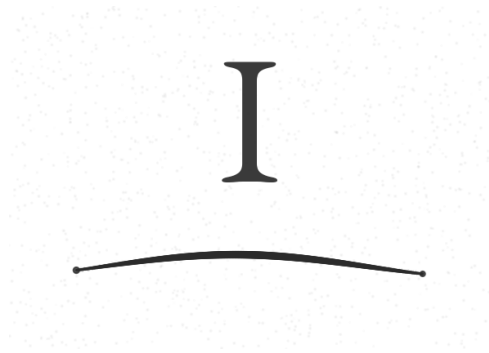
L'amour de la France, les petites gens, les jeunes

Que le lecteur sache enfin dans quel esprit ce livre est écrit : par amour. Amour d'un pays dont je crois qu'il vaut mieux que le déclin résigné auquel on le condamne. De cet amour découle une boussole. Cet ouvrage défend les **petites gens** — le mot n'a ici rien de péjoratif : celles et ceux qui travaillent dur pour un salaire modeste, et celles et ceux que la vie ou l'âge ont rendus dépendants. Il défend les **petites entreprises**, l'artisan, le commerçant, l'entrepreneur qui risque tout. À l'inverse, les profiteurs, les rentiers qui vivent du seul sommeil de leur capital, et les criminels qui rançonnent la société devront payer beaucoup plus — énormément plus. Et il fait un choix de priorité : les **jeunes** d'abord. Depuis quarante ans, la France fait payer son avenir par sa jeunesse tout en la méprisant ; c'est indigne et suicidaire. La génération qui vient est la plus fragile et la plus précieuse ; c'est elle qu'il faut protéger, quand les autres doivent consentir l'effort.

Le second souffle, un choix

Voilà donc où nous en sommes : une nation déclassée, mais devant une fenêtre historique ; un monde dangereux, mais qui offre à qui sait le saisir l'occasion de se réarmer, de se réindustrialiser, de se relever. Le redressement est possible — les parties qui suivent le démontrent, chiffres à l'appui. La seule question qui reste est celle de la volonté. Le second souffle n'est pas une prédiction ; c'est un choix. Le présent livre veut donner à ce choix ses raisons, ses moyens et son cap. Le reste appartient aux Français.

Partie I · Le socle : où en est la France



« *Gouverner, c'est choisir.* »

— Pierre Mendès France, Assemblée nationale, 1953

Chapitres de cette partie

Chapitre 1 · La photographie 2025

Chapitre 2 · Où se loge le déficit

Chapitre 3 · Où va l'argent

Chapitre 4 · D'où vient l'argent

On ne redresse bien que ce qu'on a d'abord osé regarder en face. Avant toute promesse, la mesure — nue, vérifiée, sans le fard des intentions. Cette première partie ne propose rien : elle établit le sol sur lequel tout le reste devra tenir.

Chapitre 1 · La photographie 2025

Une nation dépense, par sa main publique, cinquante-sept euros sur cent de tout ce qu'elle produit. C'est le fait français, et il n'a pas d'équivalent parmi les grandes économies du monde. En 2025, les dépenses des administrations publiques ont atteint 57,2 % du produit intérieur brut ; les recettes, 52,1 % ; l'écart entre les deux — le déficit public — s'est établi à 152,5 milliards d'euros, soit 5,1 % du PIB ; et la dette a franchi 3 460 milliards fin 2025, près de 3 560 en temps réel à l'automne 2026, autour de 118 % du PIB.

Agrégat 2025	Montant	En % du PIB
Produit intérieur brut	≈ 2 990 Md€	100,0
Dépenses publiques	1 710 Md€	57,2
Recettes publiques	1 557 Md€	52,1
Déficit public	152,5 Md€	5,1
Dette publique (fin 2025)	3 460 Md€	115,6

Ces pourcentages disent peu à qui ne les manie pas chaque jour. Traduisons-les en vies. Le déficit de 2025, rapporté aux quelque trente millions de ménages du pays, revient à près de cinq mille euros empruntés par foyer en une seule année — non pour bâtir, mais pour tenir le train courant. La dette, elle, dépasse cinquante mille euros par habitant, nourrisson compris. Chaque Français naît aujourd'hui débiteur d'une somme qu'il n'a pas contractée, pour des dépenses dont il n'a pas profité. C'est là, avant toute technique, la question morale que cet essai pose : de quel droit une génération fait-elle payer aux suivantes le confort qu'elle s'accorde ?

Cinquante-sept euros sur cent, en images

Un chiffre ne parle qu'à la raison ; il faut lui donner un visage. Prenez cent euros gagnés en France, par n'importe qui, n'importe où — un salaire, un bénéfice, une vente. Sur ces cent euros, cinquante-sept repassent, à un moment ou un autre, par une main publique : ils paient une retraite, un lit d'hôpital, un traitement d'enseignant, une route, un guichet, une allocation, ou l'intérêt d'une dette. Cinquante-sept sur cent : c'est plus de la moitié de la vie économique du pays qui transite par l'État et ses satellites. Aucune autre grande démocratie ne va aussi loin.

Ce n'est pas, en soi, un scandale : c'est un modèle, celui d'un pays qui a choisi de beaucoup mutualiser — la santé, la vieillesse, l'école, la sécurité. Des millions de vies en dépendent, et souvent pour le meilleur. Le drame n'est pas que la France dépense cinquante-sept ; c'est qu'elle n'en perçoit que cinquante-deux, et emprunte les cinq qui manquent, année après année, depuis un demi-siècle. Un ménage qui vivrait ainsi — dépensant chaque mois un dixième de plus que ce qu'il gagne, en comblant l'écart par le crédit — saurait qu'il court à sa perte. L'État, lui, a pu le faire longtemps, parce qu'il ne meurt pas et qu'on lui prêtait à bon compte. Ce temps s'achève. C'est toute l'histoire que ce livre raconte : celle du moment où les cinq euros manquants ont cessé d'être indolores.

Une dérive d'un demi-siècle

Le niveau actuel n'est pas un accident : c'est l'aboutissement d'une pente longue. Au début des années 1960, la dépense publique française représentait environ 35 % du PIB — un État déjà présent, mais mesuré. Puis vint la rupture. Le premier choc pétrolier de 1973-1974 mit fin aux Trente Glorieuses et à la croissance forte qui absorbait tout ; la dépense, elle, ne ralentit pas au même rythme. En dix ans, de 1972 à 1982, le rapport bondit de près de onze points, de 39,4 % à 50,2 %. Il n'a plus jamais reflué durablement : 57,7 % en 2010, un pic à plus de 61 % lors de la parenthèse du Covid en 2020, 57,2 % en 2025.

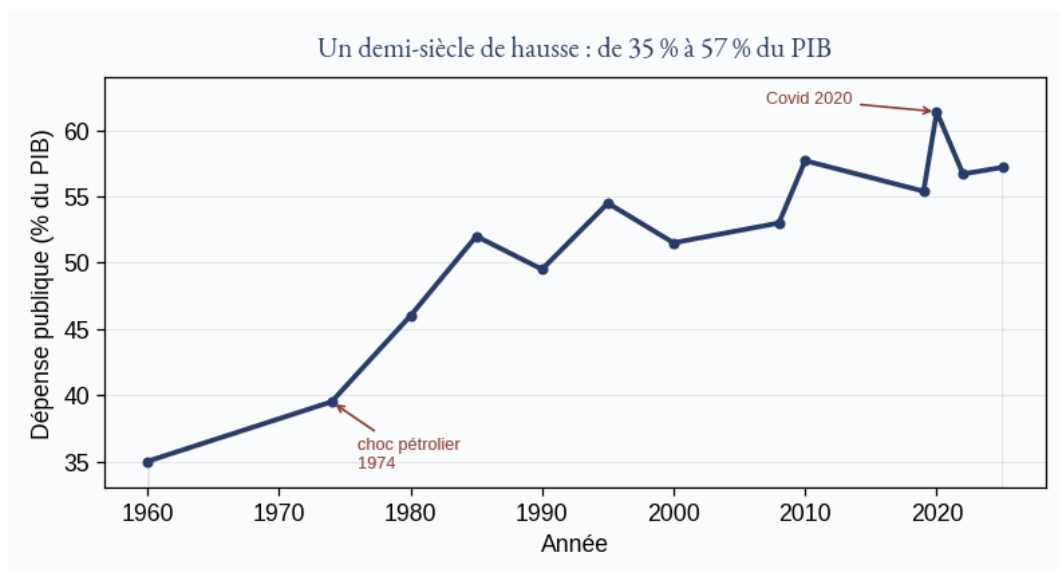


Figure 2: Un demi-siècle de hausse continue : de 35 % du PIB au début des années 1960 à 57 % aujourd'hui (série longue INSEE).

Sur les cinquante dernières années, la hausse atteint environ dix-sept points de PIB. L'essentiel de cette dérive tient à un seul facteur : les prestations sociales, qui en expliquent à elles seules plus de huit points. Ce n'est donc pas l'État « bureaucratique » qui a gonflé — la masse salariale publique a peu bougé en proportion, et l'investissement a même reculé, de 5,1 % du PIB en 1973 à 4,3 % aujourd'hui. La promesse sociale, elle, s'est étendue plus vite que la richesse censée la financer. Retenir cela, c'est déjà savoir où le redressement devra chercher.

Une exception, pas une nuance

Le poids de la dépense française n'est pas une opinion : c'est un rang, et Eurostat le mesure chaque année. La France se tient à la première ou à la deuxième place de l'Union européenne, au coude à coude avec la seule Finlande, très au-dessus de la moyenne des Vingt-Sept, qui s'établit à 49,5 % du PIB. L'écart avec l'Allemagne — 48,4 % — approche neuf points, soit, ramené à la taille de l'économie française, plus de deux cent cinquante milliards d'euros de dépense annuelle supplémentaire. Au-delà du continent, le contraste s'accroît : la moyenne de l'OCDE avoisine 43 %, le Royaume-Uni 47 %, les États-Unis 39 %.

La question honnête n'est pas « trop » ou « pas assez » dans l'absolu ; elle est de savoir si ce niveau de dépense achète des résultats à sa mesure. Ici, l'équité commande de tenir les deux bouts. À son crédit, la France affiche une espérance de vie parmi les plus élevées du monde, un système de soins longtemps cité en modèle, et surtout l'une des redistributions les plus efficaces de l'OCDE : ses impôts et prestations réduisent les inégalités plus fortement que presque partout ailleurs. Mais au débit, les indicateurs invitent à l'humilité : la France n'occupe qu'un rang médian pour le niveau de vie par habitant, peine sur l'emploi, et recule dans l'enquête PISA sur les résultats scolaires. Un euro public y protège réellement ; il n'y achète pas toujours l'excellence qu'un tel effort autoriserait à espérer. Le problème français n'est peut-être pas tant le montant de la dépense que son rendement.

La singularité française, mesurée

Il faut donner à ce « fait français » sa mesure exacte, car il est unique. Avec 57 % du produit intérieur brut consacrés à la dépense publique, la France n'est pas dans la moyenne haute des grandes démocraties : elle en est le sommet. Ses voisins comparables dépensent nettement moins — l'Allemagne autour de 49 %, la moyenne de la zone euro autour de 50 %. L'écart, de sept à huit points de PIB, représente plus de deux cents milliards d'euros chaque année : c'est, à lui seul, l'ordre de grandeur de tout l'effort de redressement que cet ouvrage propose. Autrement dit, si la France dépensait comme l'Allemagne, la question du déficit ne se poserait pas.

Cette singularité n'est pas honteuse en soi : elle traduit un choix de société, celui d'une protection sociale étendue, d'un service public dense, d'une redistribution ambitieuse. Le problème n'est donc pas le niveau de dépense pris isolément, mais le fait qu'il ne soit plus financé : la France a gardé le train de vie d'un pays riche tout en perdant la croissance qui le payait. D'autres nations à forte dépense — les pays nordiques — tiennent leurs comptes, parce que leur économie suit. La France, elle, dépense comme la Suède et croît comme l'Italie. C'est cette ciseau — dépense au sommet, croissance en berne — qui creuse l'écart, et non la dépense seule. Le redressement ne consiste donc pas à devenir un pays sans

État, mais à retrouver soit la croissance qui finance, soit la sobriété qui soulage — et, plus sûrement, les deux à la fois.

Le prix du passé

Un poste, longtemps discret, s'est mis à grandir dans l'ombre : la charge de la dette — les intérêts que l'État verse chaque année à ses créanciers. Son histoire est une leçon.

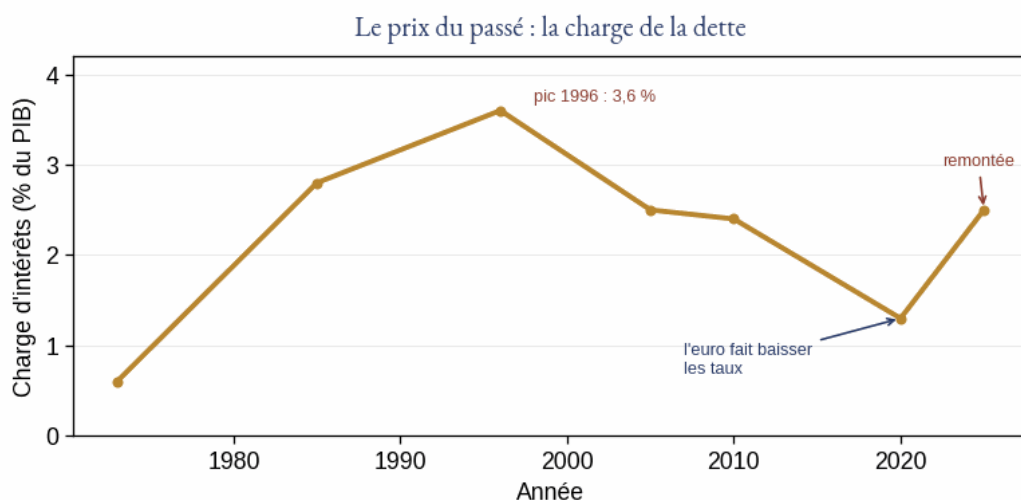


Figure 3: Le prix du passé : la charge d'intérêts, hier maîtrisée par l'euro, aujourd'hui repartie à la hausse (FIEPECO, AFT).

En 1973, elle ne pesait que 0,6 % du PIB. Elle a grimpé sans relâche pendant vingt-cinq ans, jusqu'à un pic de 3,6 % en 1996, sous l'effet conjugué de la dette croissante et de taux élevés. Puis la création de l'euro et la longue baisse des taux l'ont fait refluer, malgré une dette qui, elle, continuait d'enfler : jusqu'à 1,3 % du PIB en 2020. Cette accalmie fut un piège. Elle a permis d'emprunter toujours plus sans en sentir le coût, et a masqué la vraie fragilité. Depuis 2022, les taux sont remontés, et la charge avec eux : elle rejoint aujourd'hui le budget de la défense. Cet argent-là ne finance rien — ni un soin, ni un professeur, ni un char, ni une route. Il paie seulement le prix de nos facilités passées. Aucune dépense n'est plus stérile ; aucune, pourtant, ne croît plus vite.

Une génération contre les autres

On objecte souvent qu'un État n'est pas un ménage : il ne meurt pas, ne part pas à la retraite, peut emprunter à l'infini et refinancer sans fin. C'est vrai — à moitié. Un État ne peut être saisi ni mis en faillite au sens juridique ; mais il peut être acculé à un ajustement brutal quand ses créanciers se dérobent. La Grèce l'a vécu entre 2010 et 2015 : coupes de pensions et de salaires imposées du dehors, services effondrés, jeunesse exilée. Nul décret n'avait voté cette violence ; elle fut la sanction mécanique d'une dette qu'on avait laissée filer. L'immunité de l'État n'est donc pas une garantie : c'est un sursis, dont la durée dépend de la confiance.

Il faut regarder, aussi, à quoi sert cette dette — car toute dette n'est pas coupable. Emprunter pour investir dans un actif durable, une ligne à grande vitesse, un réacteur, un laboratoire, c'est reporter légitimement une charge sur ceux qui en profiteront. Emprunter pour affronter une guerre ou une pandémie, c'est lisser dans le temps un choc que nul n'a choisi. Le problème français n'est pas là. Sa dette ne finance pas l'avenir : l'investissement public a reculé, de 5,1 % du PIB en 1973 à 4,3 % aujourd'hui. Elle finance le présent — le train courant, les prestations, les intérêts du passé. On emprunte pour consommer, non pour bâtir. C'est la différence entre un ménage qui s'endette pour acheter sa maison et un ménage qui s'endette pour payer ses courses : le premier prépare, le second s'enfonce.

De là naît une asymétrie morale que le présent livre ne veut pas taire. Ceux qui votent la dépense et ceux qui la rembourseront ne sont pas les mêmes. Le confort d'aujourd'hui se paie du travail de demain, par des enfants qui n'ont pas eu voix au chapitre. Chaque nouveau-né français hérite de plus de cinquante mille euros d'engagements qu'il n'a pas contractés, pour des services dont il n'a pas bénéficié. Une démocratie qui prélève ainsi sur ses descendants sans leur demander leur avis touche à quelque chose de plus grave qu'une ligne comptable : elle entame le contrat entre les générations. Redresser les comptes, ce n'est pas d'abord une affaire de rigueur ; c'est une affaire de loyauté envers ceux qui viennent.

Le regard des créanciers

Sur la soutenabilité, le verdict n'est plus interne : il est extérieur. Le déficit français, à 5,1 %, place le pays en fin de peloton européen — l'Allemagne tenait 2,1 %, plusieurs États dégageaient un excédent — et le maintient sous procédure européenne de déficit excessif.

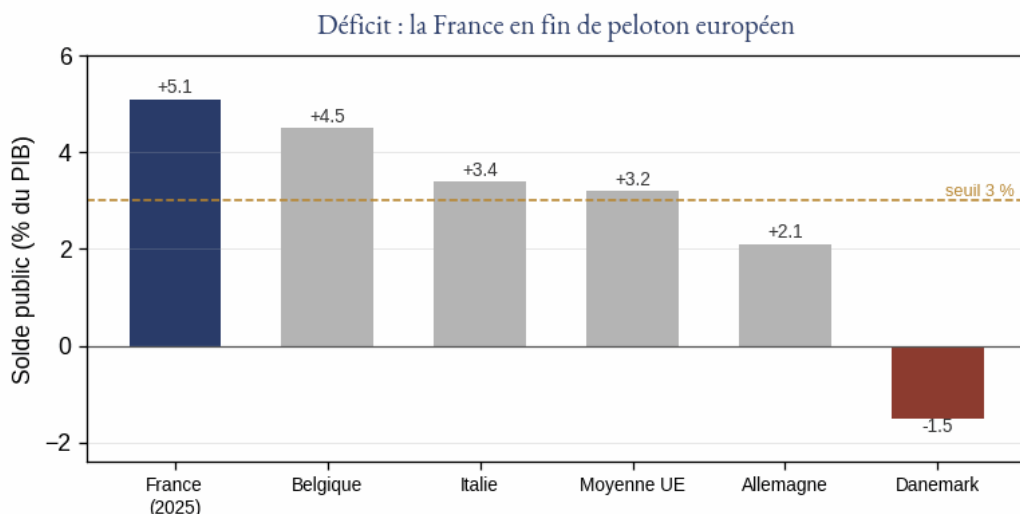


Figure 4: La France au regard de ses partenaires : un déficit encore parmi les plus élevés (France 2025 ; comparateurs Eurostat récents).

Les agences de notation, ces arbitres que nul n'a élus mais dont chaque syllabe coûte des milliards, ont abaissé la note souveraine de la France et jugé ses objectifs de correction «de plus en plus hors de portée». Le pays vit sous un regard sourcilieux : celui de ceux qui lui prêtent, et qui peuvent, d'un mot, renchérir le prix de chaque euro emprunté. Une nation surendettée n'est plus tout à fait maîtresse chez elle.

Encadré · Les critères de Maastricht. Le traité de 1992 a fixé deux bornes : un déficit inférieur à 3 % du PIB, une dette inférieure à 60 %. La France dépasse aujourd'hui le premier de plus de deux points et le second de près du double. Ces seuils, souvent moqués comme arbitraires, ont une vertu : ils

donnent un langage commun et une alerte précoce. La France n'y répond plus depuis longtemps.

Une dernière distinction commande toute la suite. Une part du déficit est conjoncturelle — elle se résorberait d'elle-même si la croissance revenait ; l'autre est structurelle, inscrite dans les mécanismes mêmes de nos recettes et de nos dépenses, insensible au cycle. C'est cette part structurelle, la plus lourde, que l'on ne réduit ni par la chance ni par la reprise, mais par le choix. Tout cet essai porte sur elle. Nommer le sol, c'était l'objet de ce chapitre ; savoir où, dans ce sol, la faille s'ouvre, est celui du suivant.

Vous venez de lire un extrait.

*Découvrez le livre complet : 245 pages, le budget de vérité
pour 2027-2032, et le pays qu'il rend possible.*

Commander le livre sur Amazon



Scannez le code pour commander

<https://amzn.eu/d/00easGkp>

